



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand Est**

Reims, le **18 JUIN 2020**

Unité Départementale de la Marne

**Nos réf. :** SM3 YR/YR n° D3 i 2020-410

**Vos réf. :** AR 1A 149 267 5065 9

**Affaire suivie par :** Yves RAMOS

yves.ramos@developpement-durable.gouv.fr

**Tél. :** 03 26 77 33 50

**Courriel :**

ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES  
INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Société CHIMIREC VALRECOISE à SAINT BRICE-COURCELLES – Suite donnée au dossier de réexamen IED

**PJ :** Projet de lettre à l'exploitant – Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par transmission du 13 septembre 2019, la société CHIMIREC VALRECOISE a déposé en préfecture de la Marne un dossier de réexamen pour ses installations de traitement de déchets de son établissement de SAINT BRICE- COURCELLES.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier de réexamen permettent de prendre acte des déclarations de l'exploitant que les installations de l'établissement sont conformes aux meilleures techniques disponibles prévues par les documents BREF applicables aux installations.

L'inspection des installations classées propose de notifier ces éléments à l'exploitant (projet de lettre en pj).

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : **Yves RAMOS**

Vérifié par le chef de la 3ème subdivision de la Marne : **Céline RUDNIK**

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le Directeur Régional, par le chef de l'Unité Départementale de la Marne : **Thierry DEHAN**

## 1 – Généralités IED

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED » n°2010/75/EU) définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

L'article R.515-70-I du code de l'environnement prévoit que les prescriptions des arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

## 2 – Activités du site et application de la réglementation IED

La société CHIMIREC VALRECOISE exploite sur la commune de SAINT BRICE-COURCELLES :

- une installation de stockage temporaire de déchets dangereux

Les activités de l'établissement, réglementées par l'arrêté préfectoral n° 97.A.44.IC du 25 juillet 1997 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009 APC 92 IC du 28 juillet 2009 sont classées au titre de la rubrique IED suivante :

- 3550 - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3550, sont parues par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard.

Conformément à l'article R. 515-70 du code de l'environnement, les prescriptions de l'arrêté d'autorisation de la société CHIMIREC VALRECOISE sont réexaminées et, au besoin, actualisées dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE des décisions concernant les conclusions relatives aux meilleures techniques disponibles, soit au 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 prévoit des dispositions conformes aux meilleures techniques disponibles (MTD) permettant d'encadrer certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Cet arrêté est applicable à la société CHIMIREC VALRECOISE.

Par transmission du 13 septembre 2019, la société CHIMIREC VALRECOISE située à SAINT BRICE-COURCELLES a communiqué un dossier de réexamen.

### **3- Analyse du dossier de réexamen**

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant répond aux attentes de l'article R.515-72 du code de l'environnement en matière de contenu.

#### **BREF applicables**

BREF activités :

- WT – traitement des déchets

BREF transversaux :

- BREF relatif aux émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS),

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- 2718 et 3550 : 4 cuves de 65 m<sup>3</sup> d'huiles usagées  
2 cuves de 65 m<sup>3</sup> d'eaux hydrocarburées

L'examen du dossier transmis a porté sur :

- le périmètre d'applicabilité des documents BREF applicables aux installations,
- l'analyse faite par l'exploitant de l'ensemble des MTD applicables à ses installations et de son positionnement quant à la conformité de ces installations,
- les propositions de l'exploitant quant à la mise en conformité de ses installations eu égard aux écarts constatés.

L'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. L'exploitant déclare que l'ensemble des installations concernées par les documents BREF est conforme aux meilleures techniques disponibles. Ceci sera vérifié lors d'une prochaine inspection sur site.

Le projet de lettre en pièce jointe de ce rapport prévoit de :

- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qui est applicable à l'exploitation de ses installations;
- informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Grand-Est dès à présent.

### **4- Modification du classement administratif du site**

La visite d'inspection du 13 décembre 2016 avait permis de relever que, suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection des installations classées, les activités du site vues avec l'exploitant sont désormais visées par les rubriques suivantes :

- 2718 « transit regroupement de déchets dangereux » ;
- 3550 « stockage temporaire de déchets dangereux » ;

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en pièce jointe permet de mettre à jour l'arrêté d'autorisation n° 97.A44.IC du 25 juillet 1997 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.APC.92.IC du 28 juillet 2009.